

L'Humanité *rouge*



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 396

mercredi 24 décembre 1975

LE PCF ET L'URSS

Parti des libertés, indépendant, telle est l'image que le PCF voudrait donner de lui-même.

Comment les dirigeants du PCF pourraient-ils une minute compter faire illusion s'ils soutenaient ouvertement les crimes commis par la dictature fasciste qui règne en URSS et qui sont de plus en plus connus ?

Comment pourraient-ils faire croire qu'ils défendent les libertés s'ils applaudissent en public devant les camps de concentration de Brejnev ?

Pour tromper le peuple, le PCF est obligé d'émettre quelques critiques à l'égard de cette dictature fasciste. C'est là la source de certaines contradictions existant entre le PCF et l'URSS. Pour ne pas se discréditer, le PCF est obligé de sembler prendre quelques distances.

Mais le PCF est-il, comme il le proclame, le « parti des libertés » ? Disons d'abord qu'il fait tout pour cacher les crimes commis en URSS, il cherche à faire croire qu'y règne un « approfondissement continu de la démocratie ». Quand il est amené à faire quelque critique c'est que des faits sont devenus trop voyants. En France même on ne compte plus les agressions, les calomnies auxquelles il a recours contre ceux qui s'opposent à lui. Ce sont là des faits quotidiens dont des milliers de personnes dans notre pays ont pu faire l'expérience. Qu'on imagine ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, détenant la police, les tribunaux, les prisons. Il aurait recours au fascisme non seulement contre ceux qui s'opposent à lui mais contre la classe ouvrière, car il représente une fraction de la bourgeoisie qui aspire à pouvoir exploiter les travailleurs.

Le PCF est-il indépendant de l'URSS comme il cherche à le faire croire ? Sur toutes les questions essentielles sa politique favorise les ambitions de l'URSS.

C'est lui qui présente l'URSS comme une puissance pacifique, pour masquer les gigantesques préparatifs de guerre de celle-ci.

C'est lui qui reprend la propagande de Brejnev sur la « détente » qui ne vise qu'à endormir la vigilance de notre peuple et à remettre en cause la nécessité du renforcement de la défense nationale.

C'est lui qui prône la liquidation de l'armement nucléaire de la France tout en dissimulant le renforcement de l'arsenal nucléaire de l'URSS. C'est lui qui dissimule la réalité de la domination et du pillage qu'exerce l'URSS en Europe de l'Est.

En tout cela, le PCF soutient activement les préparatifs d'agression de la superpuissance soviétique.

Ce sont là des faits que le masque dont il veut se couvrir ne saurait cacher. Et il ne faudrait pas que quelques critiques qu'il est obligé de faire puissent dissimuler cela, que l'arbre puisse cacher la forêt.

Chirac dans les prétendus DOM-TOM :

LE CYNISME COLONIAL

C'est dans la plus odieuse tradition colonialiste que Chirac effectue son voyage dans ce que l'on voudrait faire passer pour des départements d'outre-mer.

Claque organisée pour faire croire à un accueil chaleureux, mensonges grossiers, paternalisme, appels aux capitalistes français pour qu'ils renforcent leur exploitation, tout y est.

A Fort-de-France, lundi après-midi, Chirac devait déclarer : « Il est vrai que le SMIC des DOM est inférieur à celui de la métropole. Mais soyons lucides. Notre préoccupation à tous concerne les problèmes de l'emploi. Notre but est de l'augmenter et non pas de pousser à une automatisation du travail par des salaires trop élevés. »

N'est-ce pas là le comble du cynisme ? Si vous recevez des salaires de misère c'est pour votre bien ; pour attirer les capitalistes il faut une main-d'œuvre bon marché. Si vous étiez payés plus, il n'y aurait plus de travail. Voilà en substance les propos tenus par Chirac. Ce qu'il ne dit pas c'est que le colonialisme, s'il impose les bas salaires fait également régner le chômage.

Aussitôt après avoir justifié les bas salaires, Chirac devait annoncer de nouveaux cadeaux aux capitalistes français pour les inciter à renforcer l'exploitation en Martinique, Guadeloupe et Guyane. Des primes d'équipement, d'emploi, des exonérations fiscales, des baisses du prix des terrains industriels leur ont été promises. A leur égard, Chirac devait déclarer : « Une aide est nécessaire, supérieure au régime normal. »

Deux poids, deux mesures. D'un côté on justifie les bas salaires, de l'autre des largesses.

Ce sont là de ces choses qui font grandir la légitime volonté d'indépendance parmi les peuples encore victimes du joug colonial.

LA FRANCE NE DOIT PAS ETRE UN REFUGE POUR LE TRAITRE IN TAM !

Selon une dépêche de l'Agence France-Presse, l'ancien premier ministre fantoche, In Tam, mis en place par les Américains au Cambodge a quitté lundi soir Bangkok où il s'était réfugié depuis la libération du Cambodge, pour Paris.

Le traître In Tam s'était replié en Thaïlande avec 300 hommes armés et financés par la CIA dans le but d'organiser des activités anticambodgiennes.

La semaine dernière, le gouvernement thaïlandais avait annoncé qu'il allait l'expulser. En effet le gouvernement de Bangkok désire avoir des rapports de bon voisinage avec le Cambodge.

Le gouvernement français est le seul recours du traître In Tam. Aurait-il eu des assurances pour dire : « Qu'il espère une nouvelle vie dans un pays où il n'a jamais été auparavant et que le gouvernement français lui offre du travail ? »

Quoi qu'il en soit, nous dénonçons pour notre part vigoureusement l'asile donné par le gouvernement français à des fascistes et à des traîtres à leur pays.

Voilà pourquoi nous disons :

HORS DE FRANCE LE TRAITRE IN TAM !

Vitry :

**Pour empêcher les saisies, un quartier
ouvrier est en état d'alerte... p.4-5**



ALBANIE : DENONCIATION DES PREPARATIFS DE GUERRE SOVIETIQUES EN EUROPE DE L'EST

Le «Zeri i popullit», organe central du Parti du travail d'Albanie, vient de dénoncer, dans un de ses derniers éditoriaux, l'intensification des préparatifs de guerre soviétiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

Depuis octobre et novembre derniers jusqu'à présent, indique l'article, des chefs de file militaires des sociaux-impérialistes soviétiques ont été très actifs dans les pays de l'Europe de l'Est et des officiers supérieurs de l'organisation du traité de Varsovie se sont rencontrés fréquemment. En octobre dernier, le ministre soviétique de la Défense A.A. Gretchko a inspecté les troupes d'occupation soviétiques en République démocratique allemande. Il s'est renseigné sur leurs approvisionnements matériels et technologique et a écouté un «rapport sur la mise en œuvre d'un plan de préparation de guerre». En même temps, Yakoubovski, commandant en chef des forces armées unifiées des pays membres du traité de Varsovie, a présidé une réunion du Comité militaire des forces armées unifiées pour examiner les «préparations de

guerre et les entraînements militaires».

Un autre général soviétique, S.M. Chtemenko, s'est rendu à Budapest. A la mi-novembre, Gretchko et d'autres chefs de file militaires soviétiques sont allés à Prague, occupé par des tanks soviétiques depuis 1968, pour tenir une «réunion régulière» de la conférence ministérielle conjointe de l'organisation du traité de Varsovie. Récemment Yakoubovski a «visité» la Bulgarie.

L'article indique que les chefs de file militaires soviétiques se vantent avec arrogance de leurs «nouveaux succès» dans les préparatifs de guerre, exerçant des pressions sur d'autres pays souverains et faisant du chantage. Le commandant en chef des forces balistiques stratégiques de l'Union soviétique a affirmé sans ambages que ses fusées étaient «capables» d'attaquer «tous les coins du globe».

L'article indique que tout cela illustre une fois de plus ce qu'il y a réellement derrière la «conférence sur la sécurité et la coopération en Europe» et que la «matérialisation de la détente» préconisée par Brejnev n'est rien d'autre qu'une absurdité.

LIBAN : UN COMLOT CONTRE L'UNITE DU PAYS

Des échanges de tirs d'armes lourdes et légères se sont poursuivis durant tout le week-end dernier à Beyrouth, Tripoli et dans le nord du Liban où la tension reste vive après l'assassinat à Tripoli, du gouverneur du Nord Liban, membre de la communauté Druze. Cet acte est unanimement considéré comme une provocation ayant pour objectif de susciter un affrontement généralisé, en essayant d'entraîner les Druzes dans le conflit dont ils se sont, jusqu'à présent tenus plus ou moins à l'écart sur le plan militaire. Pour maintenir le calme dans la ville, le «Bureau de liaison», commission représentant les forces de sécurité intérieure et les parties de combat, a établi des barrages à toutes les entrées de la ville. De son côté, le «haut comité de coordination», chargé de faire respecter le cessez-le-feu, a fixé samedi un «programme» destiné à consolider l'accord sur la cessation des combats.

Yasser Arafat, leader de l'OLP, a attribué la responsabilité de cet assassinat à la «clique criminelle qui a ourdi le complot, au Liban, tendant à susciter une escalade des combats et à leur donner un aspect confessionnel plus marqué encore».

L'assassinat du gouverneur s'est en effet produit alors qu'un calme relatif prévalait

et que la Syrie entamait une nouvelle mission de médiation sur laquelle de grands espoirs étaient fondés. C'est également à la suite d'une nette détente que, le 6 décembre dernier, quatre phalangistes étaient assassinés, ce qui a replongé le pays dans le chaos.

L'objectif visé par ceux qui agissent ainsi dans l'ombre est, de toute évidence, de créer des dissensions confessionnelles rendant impossible la coexistence entre les diverses communautés pour aboutir à un morcellement du pays en une série d'États confessionnels.

Qui a intérêt à une telle situation sinon Israël et les deux superpuissances ? L'un parce que la perspective d'une Palestine démocratique sur tous les territoires occupés par les sionistes serait ainsi affaiblie, les autres parce que un pays divisé servirait mieux leurs manœuvres au Proche-Orient.

Contre ce complot criminel, le patriarche grec orthodoxe de tout l'Orient vient de déclarer que «le Liban doit demeurer arabe et unifié car son unité est la condition essentielle de sa survie». Il a également dénoncé la «politique raciste menée par Israël à l'encontre du peuple arabe en général, et du peuple palestinien en particulier».

Après l'opération de Vienne.

«AL AHRAM» CONDAMNE LA TENTATIVE D'ISOLEMENT DES PAYS ARABES

Le quotidien égyptien «Al Ahram» condamne vigoureusement lundi matin «l'action terroriste entreprise par un groupe armé» au siège de l'OPEP à Vienne.

En effet, écrit le journal, «une agression contre l'OPEP équivaut à ignorer complètement le rôle du pétrole arabe dans le conflit israélo-arabe et à porter atteinte à la solidarité entre pays arabes et non-arabes établie pour faire face aux complots visant à neutraliser l'arme du pétrole». Le choix de Vienne, fait ensuite remarquer le quotidien cairote, «ne peut que refléter l'ignorance et le manque de considération des auteurs de l'attentat» en raison des prises de position «courageuses» du chancelier Kreisky qui lui ont valu le mécontentement d'Israël et des milieux sionistes mondiaux.

RÉSOLUTION SUR LA CHARTE DE L'ONU

Avant de clore ses travaux, la trentième session de l'assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution sur la nécessité d'un réexamen de la Charte de l'ONU. Le représentant chinois a déclaré à cette occasion :

«Le processus du débat montre que les pays moyens et petits, les pays du tiers monde en particulier, s'opposent à l'hégémonie de grande puissance et demandent l'application des principes d'égalité entre tous les États, grands ou petits, au sein de l'ONU, tout comme l'établissement d'un nouvel ordre économique international et celui d'un nouveau droit de la mer ; l'examen et la révision de la Charte seront inévitablement pleins de luttes contre les superpuissances».

ANGOLA : MOSCOU VEUT PORTER LA GUERRE DANS LES AIRS

Poursuivant son intervention en Angola de façon à attiser la guerre civile qu'elle a suscitée entre les trois mouvements de libération angolais, la clique sociale-impérialiste de Moscou est en train de franchir un nouveau pas : ses techniciens sont en effet en train de faire assembler douze chasseurs «Mig-21» à Luanda. Selon les correspondants britanniques à l'origine de cette information, les avions feront leurs premiers vols au début du mois de janvier et seront opérationnels à la fin du mois. Les techniciens soviétiques ont déjà installé un système de radar pour intercepter et guider les chasseurs.

Par ailleurs dix anciens pilotes de l'armée de l'air portugaise, qui ont appris à piloter les «Mig» à Cuba, sont arrivés à Luanda pour superviser l'entraînement et la coordination des équipes au sol.

ETATS-UNIS : POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Les États-Unis ont procédé samedi à une expérience nucléaire souterraine dans le désert du Nevada, faisant exploser un engin d'une puissance variant entre vingt et deux cents kilotonnes, annoncé officiellement à Washington.

C'est la seizième explosion nucléaire souterraine rendue publique cette année par les États-Unis.



Aux abattoirs d'Evron
(Mayenne)

LES DIRIGEANTS CGT- PCF MÉPRISENT ET AGRESSENT LES TRAVAILLEURS

Récemment un bal de soutien était organisé pour les grévistes de la Socopa (abattoirs d'Evron) qui luttent pour de meilleures conditions de travail, de salaires, etc.

Des militants marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, étaient venus apporter leur soutien, comme ils l'ont déjà fait à maintes reprises depuis le début de la lutte. Une diffusion de l'Humanité rouge et de la Jeune Garde rouge avait lieu à distance de l'entrée du bal.

Très rapidement, une équipe de videurs du PCF constituée de « beaux musclés » se précipita sur eux, les bouscula en lançant des calomnies et des menaces :

« Vous avez 5 minutes pour dégager sans quoi ça va cogner » et « Les hommes, les bœufs pour nous c'est pareil, c'est de la bidon ».

Les travailleurs nous montrèrent leur sympathie et nous avouèrent qu'ils ne pouvaient discuter avec nous sans s'attirer des ennuis auprès du chef. En leur demandant qui était ce chef, les travailleurs dirent que c'est un dirigeant CGT à la Socopa, et à la solde du PCF. Une déléguée CGT discutant avec nous se fit bousculer, ce qui met au grand jour leur mépris et leur manque de confiance dans certaines déléguées et d'autres travailleurs.

Ceci prouve que tous les beaux discours sur les libertés d'expression, d'organisation, sur les droits et la démocratie dans les syndicats et au PCF ne sont que mensonges et démagogie contre les travailleurs. Que ce soit dans les luttes ou autres manifestations populaires, les dirigeants du PCF cherchent à manipuler les ouvriers et à utiliser le mécontentement actuel et bien légitime des travailleurs, non pour les guider vers le socialisme, vers le pouvoir ouvrier, mais pour le propre compte des nouveaux bourgeois qui dirigent le PCF et qui ne diffèrent en rien de ceux qui ont le pouvoir actuel.

GRENOBLE :
DANS UN SERVICE EXTÉRIEUR DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

LA LUTTE SYNDICALE RESOLUE EST PAYANTE

Au Centre technique du génie rural et des Eaux et forêts de Grenoble travaillent 80 personnes dont 30 titulaires fonctionnaires et 50 contractuels. Le personnel administratif compte une vingtaine de personnes, les autres employés sont du personnel technique, chargé d'études principalement.

Une section syndicale CFDT s'est créée en 1972, essentiellement à partir des problèmes des vacataires. Les revendications fermement défendues sur cette question ont conduit la direction à contractualiser pratiquement l'ensemble des vacataires, ce qui assure une sécurité d'emploi, toute relative d'ailleurs puisque les contrats peuvent ne pas être renouvelés. La section CFDT a ainsi rassemblé pratiquement l'ensemble du personnel (une trentaine) refusant les syndicats corporatistes qui fleurissent dans la Fonction publique (il y a une cinquantaine d'associations, amicales ou syndicats au ministère de l'Agriculture).

1ère action de la CGT : demander l'arrêt de la grève

Mais en novembre 1974, au cours de la grève de la Fonction publique et des PTT, deux militants du PCF créent une section CGT aux maigres effectifs, dont la première action est... de réclamer l'arrêt de la grève, conduisant à l'isolement des travailleurs

des PTT. La création de cette section CGT a été ressentie comme une manœuvre de division du personnel dont le patron s'est frotté les mains.

Il y a deux mois la section CFDT s'est aperçue que la règle d'avancement pour l'ancienneté était appliquée d'une manière très défavorable par le directeur du centre : avancement au bout de trois ans et non deux ans comme dans les autres centres. De plus de nombreuses irrégularités avaient été commises à l'embauche. Ainsi, près de 18 millions d'AF ont été escroqués à 22 contractuels, dont certains, les secrétaires en particulier, ont de petits salaires.

Faire aboutir les revendications

Après une enquête précise et une mobilisation du personnel, en assemblée générale, la section CFDT décida de faire aboutir les revendications. La CGT se contentait de participer aux négociations, rien de plus.

Le directeur du centre partant en retraite fin décembre, il fallait faire vite pour qu'il régularise les situations : nous exigeons l'avancement à 2 ans avec effet rétroactif.

La CGT fit alors feu de tout bois pour refuser tout ce qui aurait pu créer un rapport favorable au personnel : dans toutes les assemblées le même refrain revenait : « Nous n'aurons rien, le patron ne lâchera pas, on ne

peut rien faire, attendons le nouveau directeur pour obtenir satisfaction ».

La direction finit par céder

Après 11 heures de discussions avec le directeur, aucun résultat important n'était acquis. Aussi la CFDT décida-t-elle de lancer des actions directes : collage d'affichettes autocollantes dans toute la boîte, d'affiches sur les portes du bureau portant le montant des sommes volées, pose de banderoles à l'entrée du centre, débrayages d'information et de mobilisation. La section CGT refusa de s'associer concrètement à ces actions, sous tous les prétextes : « C'est puéril, cela braque le reste du personnel, cela nous démobilise... dans notre travail ». Et lorsqu'une délégation, appuyée par un débrayage avec rassemblement devant la porte du directeur fut organisée, la CGT ne s'y plia que parce que l'ensemble des intéressés étaient décidés à la faire, quoi qu'elle en pense.

Finalement la direction a cédé. L'ancienneté est reconnue à 2 ans, avec effet rétroactif pour l'année 75. C'est là une victoire de la ligne syndicale résolue, qui a permis de démasquer clairement ce que sont les révisionnistes et leur « ardeur » à défendre les intérêts des travailleurs. Déjà ils inventent une nouvelle fable pour dévaloriser la lutte : ce ne serait, paraît-il, qu'une lutte corporatiste !

Des militants HR.

AU COMPTOIR AVICOLE DU BOCAGE
DE MONCOUTANT (79)

NON A TOUT LICENCIEMENT !

Le CAB de Moncoutant, près de l'Absle dans les Deux-Sèvres, a déjà vu le licenciement de 90 ouvriers. Depuis, les cadences de travail de ceux qui sont restés ont été intensifiées pour « augmenter la productivité ». De plus l'horaire de travail est ramené de 43 à 40 heures avec diminution de salaire. Pour couronner le tout, le directeur a fait savoir que le CAB fermerait ses portes le 31 janvier 1976.

Les ouvriers ont commencé à réagir en faisant une grève d'une heure et demie. Le patron leur a répondu : « Pour la garantie de

l'emploi vous serez fixés le 10 décembre ». Puis plus tard il a dit : « Vous serez fixés le 25 décembre » ! En somme il cherche à gagner du temps.

Le CAB ferme pour permettre une restructuration du marché avicole. Les intérêts des patrons et des ouvriers sont antagoniques. Si les uns sont satisfaits, ce sont les autres qui en ont à pâtir, il ne peut donc y avoir de paix entre ouvriers et patrons. Seule la riposte énergique de la classe ouvrière pourra les faire céder.

Correspondant HR.

ECHOS CIP et Desombre APPEL A LA SOLIDARITÉ

Deux usines textiles du Nord-Pas-de-Calais, Desombre à Lille et la CIP à Haisnes-la-Bassée, sont occupées jour et nuit, respectivement depuis octobre et juillet, par les travailleurs qui s'opposent à la fermeture de leur usine.

Ces travailleurs en lutte lancent un appel aux travailleurs de la région afin qu'ils profitent des ponts de Noël et du jour de l'An pour manifester leur solidarité en leur rendant visite, dans les deux entreprises : Desombre - 18-20, rue Cabanis Lille (tél. 16-20-56-84-61) - CIP - 209, route de Lens 62138 Haisnes (tél. 16-21-25-32-22).

A Vitry : Pour empêcher les saisies,

UN QUARTIER OUVRIER EN ETAT D'ALERTE

INTERVIEW DE MEMBRES DE L'AMICALE DES MARRONNIERS

Les Marronniers à Vitry : une cité ouvrière dans une municipalité tenue par le PCF. Jour et nuit les habitants du quartier sont en état d'alerte. Comme dans beaucoup de quartiers ouvriers en France, les capitalistes et leurs huissiers veulent opérer des saisies. Peu importe pour ces rapaces que les travailleurs soient déjà saignés à blanc.

Mais les capitalistes ne sont pas les seuls. Le PCF, tout en essayant d'exploiter démagogiquement la lutte des habitants du quartier, a lui-même voulu, par l'intermédiaire du maire, récupérer les sommes non payées dans les cantines scolaires par des saisies.

Nombre d'habitants du quartier ne sont pas dupes. Ils combattent au pied à pied toutes les saisies et déjouent en même temps les manœuvres du PCF. Leur expérience mérite d'être portée à la connaissance de tous.

C'est pourquoi nous avons décidé de donner largement la parole à des membres de l'Amicale de locataires des «Marronniers»... et l'on verra que ce qui se passe à Vitry se passe aussi dans bien d'autres endroits de France.

L'Amicale des locataires des Marronniers a, paraît-il, la réputation d'être la plus combative de la commune de Vitry ? Comment faites-vous ?

Le problème des amicales dans notre commune est très lié à celui du PCF. La municipalité veut donner l'impression qu'elle est avec les locataires, mais en fait partout où le PC dirige les amicales il les transforme en amicales croupies qui servent de tremplin à sa publicité. Sa politique réduit les amicales à un petit noyau dont le but est finalement, même si un certain nombre de leurs membres ne s'en aperçoivent pas, de servir de rabatteur au PC. C'est ce qui explique que ces amicales ne soient pas combattives. Leur but n'est pas d'organiser des luttes collectives mais de faire mousser les «zélus» et «l'action du PCF». Elles appliquent les méthodes de division du PCF qui consiste à convoquer les travailleurs séparément à la Mairie pour examiner leurs problèmes cas par cas en aidant plus ou moins à la tête du client. Il est évident que les locataires «bien pensants» proches de la mairie, ou relativement dociles, sont récompensés ! Ce n'est pas un hasard si ceux qui sont le plus aidés par la municipalité critiquent ensuite plus mollement, abdiquent leur volonté de lutte et se montrent plus conciliants à son égard. Comment voulez-vous qu'une personne particulièrement «aidée», inscrite dans diverses associations tenues par le PC, qui a «la carte» et à qui on promet un voyage en URSS alors que sinon elle ne partirait peut-être pas en vacances, puisse garder une attitude critique vis-à-vis de la mairie et du PC ? La vérité c'est qu'elle n'a plus sa liberté de mouvement, même si bien souvent elle ne s'en rend pas clairement compte. Cette politique empoisonnée du PC divise les locataires et favorise la recherche de «solutions individuelles» au détriment de la lutte collective qui seule peut apporter une solution valable pour l'ensemble des locataires. La mairie n'agit pas autrement dans sa commune que les syndicats FO ou autonomes dans les entreprises : freiner l'action revendicative de masse et de classe !

Mais pourtant le PC est en train de faire campagne contre les saisies ?

Oui certes, il fait beaucoup de bruit autour de son soutien aux luttes contre les saisies, pour essayer de récupérer le mécontentement des travailleurs devant les hausses de loyers, et ce vol organisé que représentent les saisies. Il a organisé des descen-

tes en force d'élus qui sont venus piétiner au petit matin devant les escaliers où se trouvaient les locataires menacés de saisies. C'est bien ce qu'ils ont essayé de faire la semaine dernière avec les Marronniers. Alors même qu'ils avaient promis de n'agir qu'en accord avec l'amicale ils ont profité de la première occasion de saisie qu'ils ne croyaient pas connue d'elle pour faire une descente à grand spectacle ; mais ça ne leur a guère rapporté ; ils n'ont réussi qu'à indigner même ceux qui étaient hésitants vis-à-vis du PC. Et qu'a dit Marchais à la Sonacotra : «Il est normal que les familles payent» proposant «d'examiner cas par cas les problèmes», «d'étudier avec elles les délais de paiement». En fin de compte pour Marchais comme pour Giscard il faut bien finir par payer quitte à crever de faim, sinon il est juste qu'on soit saisi.

Et puis la plupart des cités où ils interviennent, ce sont des cités où l'argent des loyers ne va pas dans leurs caisses. Ils ne sont pas fous ! Dans la cité Balzac voisine de la nôtre ils ont préféré saborder les deux amicales plutôt que de tolérer une amicale non-affiliée au CNL qui risquait de ne pas verser dans leurs petites cuisines. Pensez donc c'est une cité de l'OPHLM, et Rosette, membre du Comité central du PC, je crois, monsieur le maire à Vitry, est aussi président de l'OPHLM. Il a tout intérêt à ce que les loyers rentrent dans la caisse et ne met guère d'enthousiasme à s'opposer aux saisies. Chaque année l'huissier assisté du serrurier et du commissaire (parfois celui qui, d'après la mairie, n'aime pas les saisies... mais il les fait quand même !) met plus de deux jours à visiter les meubles chez les locataires qui ont des impayés.

Et comment se comporte votre Amicale ? Qu'est-ce qui la distingue des amicales inféodées au PCF ?

Lorsque nous sommes arrivés à battre la tendance PC au sein de l'amicale nous nous sommes efforcés de rompre avec les habitudes antérieures, ce qui n'est pas facile car les locataires étaient habitués à se tenir à l'écart de l'amicale, à la laisser penser pour eux. Ils ne croyaient pas, pour nombre d'entre eux, à la possibilité d'une amicale combative et démocratique les laissant s'exprimer sur les formes de luttes, d'action, et prenant des décisions en fonction de l'avis collectif. C'est peu à peu qu'ils se sont mis à la prendre en main eux-mêmes. Et puis il y en a encore qui se font des illusions sur le PC ou acceptent de se laisser aller à la «facilité» de la «solution individuelle». Aussi tout en ne refusant pas «l'aide» de la mairie tant que cette aide se fait en accord

avec les locataires et l'amicale et dans le cadre des actions que nous faisons, nous privilégions l'action collective, la lutte de masse des travailleurs habitant la cité. Nous partons du principe que dans la cité comme à l'usine, les ouvriers restent des travailleurs et que seule la lutte de masse paye. Nous cherchons à montrer aux locataires par des actes que l'amicale est une organisation de lutte à leur service et non au service de la mairie et du PC. Ainsi nous essayons au maximum que les décisions soient prises toutes les fois que possible en assemblée générale afin que tous les locataires se sentent concernés. Peu à peu ils apprécient les résultats de l'action menée et se mettent à considérer l'amicale d'un autre œil tandis qu'ils saisissent de mieux en mieux la politique de la mairie et comprennent que tous les trucs pas très «catholiques» qu'elle fait, comme d'appeler les gens non pas à s'unir dans l'amicale mais à aller voir séparément et bien sagement les élus, visent à couper les pattes à l'amicale et ne sont pas du côté de leurs intérêts. Ainsi les manœuvres du PC se retournent contre lui finalement.

Pouvez-vous nous parler un peu de l'ancienne Amicale ?

C'est déjà de la vieille histoire mais elle n'est pas inintéressante. Avant le PCF manœuvrait l'amicale pour l'utiliser à ses fins. Les décisions étaient le plus souvent prises en petit comité, l'amicale privilégiait l'appel aux élus, et les gens s'en écartaient de plus en plus. Il n'était pas question à l'époque pour l'amicale de se mettre devant les portes pour empêcher les saisies : c'était «faire du gauchisme». Par contre elle invitait les élus à venir dans la cité se faire bien voir des gens. A cette époque quand plusieurs locataires ont commencé à critiquer les formes d'action de l'amicale, ils ont été traités de «gauchistes» y compris par la présidente qui était une femme honnête.

Nous avions à cette époque créé un Comité de défense des locataires rival de l'amicale. Mais nous nous sommes aperçus assez vite qu'il était considéré comme marginal par les habitants, même si l'amicale était devenue presque une coquille vide. Et puis nous nous privions de la possibilité d'apparaître comme des «interlocuteurs valables» vis-à-vis de la SEMIDEP et de la mairie. Comprenant alors que l'amicale n'était pas mauvaise par elle-même, que ça dépendait comme pour les syndicats, de ce qu'on en faisait, nous avons décidé d'y entrer pour l'orienter dans l'intérêt des travailleurs et se servir des avantages que pouvait nous donner son statut légal. Pourquoi

se priver de mettre tous les atouts du côté de la lutte. L'année d'après quand des gens sympathiques se réclamant de l'UCF (m-l) ont cherché à «monter» un comité de défense des locataires dans la cité, ça n'a pas marché et pour cause : l'amicale était devenue combative, alors les gens ne voyaient pas l'intérêt d'avoir une deuxième organisation. Mais nous ne sommes pas rentrés dans l'amicale avec des postes de responsabilité tout de suite. La première fois que nous nous sommes présentés en décembre 73 nous n'avons pas été élus du fait des calomnies que le PC a déversées sur notre compte et des irrégularités de vote.

Le bureau élu cette fois-là n'a pas duré longtemps du fait de disputes internes et des critiques des locataires et certains de ses membres se sont dépêchés de donner leur démission en assemblée générale en même temps qu'ils savaient que le bureau allait être dissout. Un nouveau bureau a été élu et la preuve des mensonges du PC c'est les actions que nous avons menées. Les locataires l'ont bien vu et le nombre d'adhérents qui était tombé de 58 en 72 à 8 cartes en 73 est grimpé à 43 en 74 et cette année à plus de 70 sur 120 familles environ. Ainsi on voit clairement qui essaye de renforcer les organisations de lutte des

raient au-dessus de la masse des locataires. Mais jusqu'à présent il n'y est pas arrivé. Là encore il faut le dire la mairie agit comme les patrons ou les chefs paternalistes qui tablent sur la flatterie pour essayer de détacher des ouvriers combattifs de leurs camarades, développer leur individualisme et en faire au besoin des petits chefs qui mépriseront leurs anciens camarades.

En même temps, avec l'aide de la cellule du PC de la cité voisine et leur «œil» dans notre cité ils s'efforcent de court-circuiter l'amicale et de convaincre des locataires de venir traiter leurs problèmes individuellement à la mairie, ce qui revient dans les faits à un travail de sape de la lutte collective que tente de mener l'amicale.

Ainsi en juin 74 au début de la nouvelle amicale, une délégation est allée demander à la conseillère Mercieca de prendre ses responsabilités face aux saisies... puisque la mairie disait «soutenir la lutte contre les saisies». Cette démarche visait notamment à obliger la mairie à agir avec l'amicale. Mais Mme Mercieca s'est réunie pour tenir conseil non avec l'amicale mais avec la cellule «communiste» d'à côté qui n'a rien à voir avec notre cité, bien qu'elle se permette de nous donner



Sur notre photo, une banderole dénonçant les saisies accrochée à l'immeuble d'un locataire de la cité des «Marronniers» (Vitry) menacé de saisie.

travailleurs, et qui voulait les laisser pourrir sur pied !

Quelles ont été les manœuvres du PC quand il a vu que l'Amicale lui échappait ?

Il a eu recours à plusieurs méthodes. Il a tenté de mettre les membres les plus actifs de l'amicale dans sa poche, en faisant preuve de beaucoup de démagogie, à coup de flatteries, d'invitations à la mairie, en voulant leur donner l'envie de «devenir quelqu'un». Manifestement il a cherché et cherche toujours à récupérer la combativité, en développant l'individualisme, de manière à transformer des locataires actifs en petits bureaucrates qui se place-

des leçons chaque fois qu'une action est en cours et à nous mettre des bâtons dans les roues. Peu après, alors que l'amicale essayait de rassembler les locataires pour l'action, un conseiller municipal habitant la cité Balzac, à côté des Marronniers, ouvrait «son» bureau sans avoir pris aucun contact avec l'amicale, et faisait savoir aux locataires qu'ils pouvaient venir «un par un» pour exposer leur cas et faire une demande de dégrèvement. Et vous avez vu que récemment ils ont récidivé malgré leur promesse de n'agir qu'en accord avec l'amicale. Mais de plus en plus cette tactique risque de se retourner contre eux. Quand tout ce qu'ils accumulent comme manœuvres de division, etc., leur retombera sur les pieds, ça leur fera mal ; garanti !

Une autre méthode qu'ils utilisent c'est la tutelle qu'ils favorisent chez les travailleurs qui ont des difficultés financières.

Mais c'est le service social qui s'occupe de tutelle ?

Oui, et le service social municipal s'en occupe même très activement. Elles disent aux travailleurs : «Vous comprenez que vous ne pouvez pas faire d'arrangement avec vos créanciers, alors qu'un tuteur, lui, sera en mesure de le faire. Vous serez tranquille, n'aurez plus à vous occuper de rien, et au bout d'un an vous aurez la possibilité de résilier la tutelle». La mairie favorise cette politique de tutelle qui lui permet de faire rentrer de l'argent dans ses caisses en s'assurant que les impôts locaux seront payés ; pareil pour les loyers de l'OPHLM dont le maire est président ne l'oublions pas.

Les moyens de pression pour imposer les tutelles ne manquent pas. Ainsi quand un travailleur est menacé de saisie, la mise sous tutelle arrête immédiatement la procédure de saisie. Mais après ceux qui se sont laissés abuser déchantent car aux yeux de la loi ils ne sont plus considérés comme majeurs et ont perdu des droits élémentaires comme celui d'utiliser à leur idée une bonne part de leur argent : c'est le tuteur qui en dispose et l'utilise à son gré «pour leur bien». On leur a dit qu'il ne prenait que les allocations familiales, mais il prend aussi les allocations logement, parfois l'aide aux enfants et fait même pression pour qu'on lui donne une partie du salaire chaque mois afin qu'il s'en serve «pour régler les dettes». Certaines familles finissent par régler leurs dettes mais en manquant d'argent pour se nourrir et pour vêtir leurs enfants. Il est des cas où elles sont amenées à quémander de l'argent au tuteur, comme si ce n'était pas leur argent !, ou le tuteur cherche à se mêler de tout, vient voir comment ça se passe «à la maison» et rouspète si le mari est en congé maladie «alors qu'il y a des dettes». Et une fois que la mesure de tutelle est prise, plus question de lutter contre les saisies puisque c'est le tuteur qui paye avec votre argent en vous ôtant au besoin le pain de la bouche ! Bien plus si vous ne filez pas droit le juge prendra assez facilement des mesures à l'égard d'une famille sous tutelle, placera les gosses, etc.

Et dire que c'est dans une municipalité qui se dit «communiste» et qui devrait œuvrer pour la libération des travailleurs, qu'on essaye de soumettre les travailleurs de cette manière, de leur ôter leurs droits de manière à les rendre esclaves. Mais même cette politique de «mise sous tutelle» commence à être démasquée aux yeux des travailleurs qui se rendent compte qu'elle vise à les réduire à l'impuissance. Aussi nous sommes résolument optimistes quant à l'avenir. La route est longue et le chemin n'est pas rose, mais nous arriverons à montrer qui sont les vrais communistes et qui mène une politique contraire aux intérêts du peuple.

LA LOGIQUE DES CAPITALISTES : L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS A L'USINE, DANS LES QUARTIERS, PARTOUT...

A AUXONNE UN PATRON POLLUEUR MENACE DE CHOMAGE LES TRAVAILLEURS

La petite ville d'Auxonne, en Côte-d'Or, est littéralement empoisonnée par une usine traitant les oignons, et restituant ses eaux résiduelles dans la Saône sans les épurer suffisamment.

L'usine en question pollue autant que 9 000 habitants... c'est-à-dire plus que la ville d'Auxonne tout entière.

Cette ville possède une station d'épuration des eaux usées. Alors pourquoi l'usine n'y est-elle pas raccordée ? C'est que le patron entendrait y faire traiter ses eaux sans déboursier un centime : la loi du profit maximum exige... Il verrait d'un bon œil que les 6 000 habitants paient «un peu» plus d'impôts pour épurer ses eaux. S'il en était ain-

si, les Auxonnais verraient la part de leurs impôts locaux, consacrée à la station d'épuration, augmenter de quelque... 150 % puisque l'usine Millière pollue moitié plus que la population.

Pour arriver à ses fins, le patron multiplie les pressions et les menaces. Le maire d'Auxonne donne dans les colonnes du journal *Le Bien public* de Dijon

d'intéressantes indications à ce propos... «Voilà bientôt 10 ans que le problème des Ets Millière est posé !... Nous avons été très, très patients. La municipalité est parfaitement consciente des conséquences d'une fermeture éventuelle de l'usine quant à la situation des salariés et à l'écoulement de la production d'oignons (Auxonne est connue pour son marché de légumes, NDLR). Mais le chantage à l'emploi et aux revenus agricoles ne donne pas à monsieur Millière le droit de polluer tout un quartier d'Auxonne».

Sur la ligne Paris-Hendaye,

256 voyageurs dénoncent les conditions scandaleuses de leur transport

C'est contre les conditions scandaleuses dans lesquelles s'est déroulé leur transport dans le train Paris-Hendaye, le 19 décembre, qu'ont protesté 256 personnes dans une pétition qu'elles ont remise à Bordeaux.

Ils dénoncent le fait qu'avant le départ du train, en gare d'Austerlitz des flics de la gare ont expulsé des compartiments des travailleurs portugais venant du Luxembourg, jetant leurs bagages sur les quais. Ces travailleurs étaient pourtant tous en possession d'un titre régulier de transport. Ensuite, les wagons utilisés

pour ce long voyage étaient de ceux employés sur le réseau banlieue de la région parisienne et n'étaient pas du tout adaptés pour un long trajet.

Déclarant avoir voyagé à plein tarif dans des wagons au rabais, les 256 signataires ont refusé de remettre leurs billets et demandent un remboursement partiel.

Sachant que de nombreux travailleurs immigrés utilisent ce réseau pour se rendre en Espagne ou au Portugal, la direction de la SNCF pensait sans doute qu'ils accepteraient d'être transportés comme des bestiaux et que la police pourrait les malmenier sans problèmes. Elle s'est lourdement trompée et elle verra que de plus en plus nombreux sont ceux qui en ont assez d'être obligés de payer cher pour être transportés dans des conditions inadmissibles.

Qu'est-ce que l'OPEP ?

L'OPEP — Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole — dont le siège à Vienne a été attaqué dimanche par un commando du «Bras de la révolution arabe», regroupe aujourd'hui treize pays. L'organisation a été créée à Bagdad en septembre 1960 par l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela.

Cette création avait été décidée à la suite d'une série de baisses des prix du pétrole brut exporté du Proche-Orient, baisses décidées unilatéralement par les compagnies pétrolières dans cette région.

Peu à peu, huit pays se sont joints aux cinq membres fondateurs : le Qatar (1961), la Libye et l'Indonésie (1962), Abou Dhabi (1967), l'Algérie (1969), le Nigéria (1971), l'Equateur (1973) et dernièrement le Gabon en juin 1975.

Les principaux organes de l'OPEP sont les suivants : la

Conférence : organe suprême, responsable de la politique générale, elle se réunit deux fois par an dont une fois à Vienne et l'autre fois dans la capitale d'un autre pays membre ; le Conseil des gouverneurs : organe exécutif de l'OPEP, il doit se réunir au moins deux fois par an ; le Secrétariat général : organe permanent à la tête duquel se trouve depuis janvier 1975, M. Meshach Othiti Feyide (Nigéria) ; la Commission économique : créée en 1965, cette commission a pour objectif d'aider l'organisation à établir

la stabilité des prix pétroliers à un niveau équitable pour les producteurs et consommateurs et de conseiller les pays membres.

En octobre 1973 (après le déclenchement de la Guerre d'Octobre) l'OPEP décida une hausse immédiate de 17 % du prix du pétrole brut.

Elle a ainsi porté un coup décisif aux pays impérialistes et capitalistes en se portant aux avant-postes de la lutte du tiers monde sur le front économique contre le pillage de leurs ressources par les pays riches, notamment des deux superpuissances. L'OPEP joue aujourd'hui un grand rôle dans le développement de l'unité et de la solidarité des pays du tiers monde qui luttent pour un nouvel ordre économique mondial.

Le gouvernement orchestre la hausse des prix

Une nouvelle hausse des prix vient d'être annoncée, celle des tarifs de la SNCF. Le gouvernement vient en effet d'autoriser la SNCF à augmenter de 8 % les tarifs des transports marchandises et des transports voyageurs. Ces hausses entreront en vigueur début janvier.

Ainsi, après l'annonce de l'augmentation du prix du fuel et de l'essence, des loyers HLM qui pourront dépasser 7,5 %, du tabac, cette nouvelle mesure démontre que le gouvernement organise la hausse des prix, cherchant ainsi à faire payer aux travailleurs les frais de la crise capitaliste.

Derrière l'augmentation du SMIC et le relèvement du minimum vieillesse

L'hypocrisie des exploiters

1976 va voir l'augmentation du SMIC : 2 %, il va donc passer à 7,86 F de l'heure. Une question se pose alors que les loyers, les transports, les produits de première nécessité ne cessent d'augmenter : comment peut-on vivre avec 1 360 et quelques francs par mois ?

A quelques jours du 1er janvier on annonce également le relèvement du minimum vieillesse. De 20 F il va passer à 22. Quel relèvement ! 1976 comme les années précédentes verra la misère, une misère noire, imposée aux vieux travailleurs. Deux francs d'aumône en plus, par jour, cela n'aurait rien changé pour ce septuagénaire qui vient de mourir de froid, chez lui, dans la Meuse, parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour faire réparer son chauffage.

Commandez, diffusez
LA FAUCILLE
No 11
L'ex. : 0,70 F
17, rue du Sentier
75002 Paris



la vie du journal

Nous publions ci-dessous quelques éléments de la souscription «25 millions pour le 15 janvier». Son objectif, nos lecteurs le connaissent maintenant : c'est la mise en kiosques prévue pour le 12 janvier.

La publication montre les efforts importants consentis par nos lecteurs ; elle montre que le soutien financier est indissociable du combat politique que vous, lecteurs, et nous-mêmes poursuivons. Voilà pourquoi cette publication — qui ne saurait être intégrale malheureusement —.

E.D.	25,00 F
Une écolière	30,00 F
M.J.G.	40,00 F
Supplément à réab. C.	18,00 F
«HR-MLI» JCR	200,00 F
M.J.	40,00 F
HG en avant pour les 25 millions	30,00 F
E.L. sur son salaire	700,00 F
Des sympathisants	30,50 F
Suppl. à abonn. L.M.	5,00 F
Suppl. à abonn. P.J.M.	210,00 F
Suppl. à abonn. P.J.C.	5,00 F
Suppl. à abonn. J.P.	6,00 F
Suppl. à abonn. B.F.	60,00 F
Suppl. à abonn. M.D.	15,00 F
Souscription à la manif CFDT	18,50 F
Anonymes	11,00 F
CDHR Yveton	18,50 F
CDHR Marty	2,50 F
PTT	11,00 F
P.V.C.	4,00 F
Anonyme	4,00 F
Pour le quotidien tous les jours dans toute la France	62,50 F
Soutien militant F.P.	100,00 F
Pour le parti unique MH	100,00 F
Soutien au quotidien CE	110,00 F
Soutien hebdom. MD	80,00 F
En suppl. à commande du calendrier MD	10,00 F
Un ouvrier d'entretien à la SS sur son modeste salaire	50,00 F
Suppl. à abonn. PJM	210,00 F
A la manif CFDT	113,75 F
Des enseignants	8,50 F
Une étudiante	10,00 F
Une femme de service	10,00 F
Un ouvrier Chaussou	0,50 F
Un appelé	0,50 F
Une enseignante	2,50 F
CDHR Dombrovsky	115,00 F
Anonyme	10,00 F
Suppl. à abonn. VM	110,00 F
F.D. Cholet	53,00 F
Suppl. à abonn. FG	5,00 F
Suppl. à abonn. EM	5,00 F
Soutien librairie	10,00 F
Suppl. à abonn. BH	10,00 F
RS Bordeaux	20,00 F
Soutien LF	50,00 F
Notre modeste contribution à la souscription M. et D.	30,00 F
Le CR de l'HR	750,00 F

Total général le 11/12 matin : 13 767,75 F

Sousc. déc. RR	200,00 F
P. de B.	90,00 F
N.S.	250,00 F
CDHR J.Staline C.	62,50 F
Une militante des CLAJ	5,00 F
Un vieil ouvrier du cuir	35,00 F

ENVOYEZ VOS BONS SOUVENIRS DE LUTTE...



...A VOTRE PATRON.

25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER



POUR EXPRIMER VOTRE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EN LUTTE



UN CAMARADE DE TRAVAIL MALADE ? ECRIVEZ-LUI.



EXPOSEZ-LES, DIFFUSEZ-LES.

ENVOYEZ DE VOS NOUVELLES A VOS AMIS ET PARENTS.

pour soutenir l'Humanité Rouge

N'ATTENDEZ PAS POUR LES ACHETER!

Suppl. à réab. M. Mme CF	8,00 F
Suppl. à réab. VG	5,00 F
Suppl. à commande calendrier PJC	20,00 F
JP et M Rennes	120,00 F
L.G.	30,00 F
R.M.	1500,00 F
CDHR Monmousseau	1000,00 F
Total général le 17/12	21 188,25 F

Suppl. à cde cartes post. et calendrier GP	50,00 F
Anonyme	0,10 F
OB pour la révolution socialiste	20,00 F
M.P.	16,50 F
CDHR Marty suppl. ab.	10,00 F
Collecte sur un marché	23,40 F
Collecte à la sortie d'une usine	16,17 F
Un étudiant	0,50 F
Une femme de ménage (hôpital)	10,00 F
C.E. souscription	90,00 F
Suppl. à cde matériel JE	100,00 F
Soutien hebdomadaire	80,00 F
Soutien AM	5,00 F
Sympathisant anonyme	440,00 F
A la librairie	80,00 F
Un lecteur du 14è	500,00 F

Suppl. à abonn.	55,00 F
BM soutien	100,00 F
CDHR NVT	7,00 F
CDHR Ranvier	9,00 F
CDHR Marty	100,00 F
CDHR Basile	4,00 F
CDHR P.H. 3 au 5	25,00 F
CDHR Cathelas	0,50 F
CDHR J.Lahaut	8,00 F
CDHR N. Bethune	280,00 F
CDHR ?	15,00 F
CDHR M.Gorki	50,00 F
CDHR Bancic	0,50 F
CDHR N.Bethune	150,00 F
CDHR Bancic	100,00 F
CDHR Péri NO	80,00 F
CDHR Ch. Michels	6,50 F
Suppl. à abonn. WJC	5,00 F
Suppl. à abonn. MP	5,00 F
Suppl. à abonn. BH	10,00 F
Suppl. à abonn. GG	5,00 F
Un groupe de diffuseurs	300,00 F
Une gréviste d'Orlane en remerciement au soutien apporté à notre lutte	125,00 F
Suppl. à un ab. à une vente	5,50 F
Sur un marché	5,00 F
Sur un marché	10,00 F
Un soldat pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne	20,00 F

Anonyme	4,50 F
CDHR Marty	100,00 F
Pour la victoire de la révolution prolétarienne, des sympathisants	3500,00 F

ATTENTION !

Une nouvelle adresse nous a été attribuée :

L'Humanité rouge
B.P. 61

75861 Paris Cedex 18.

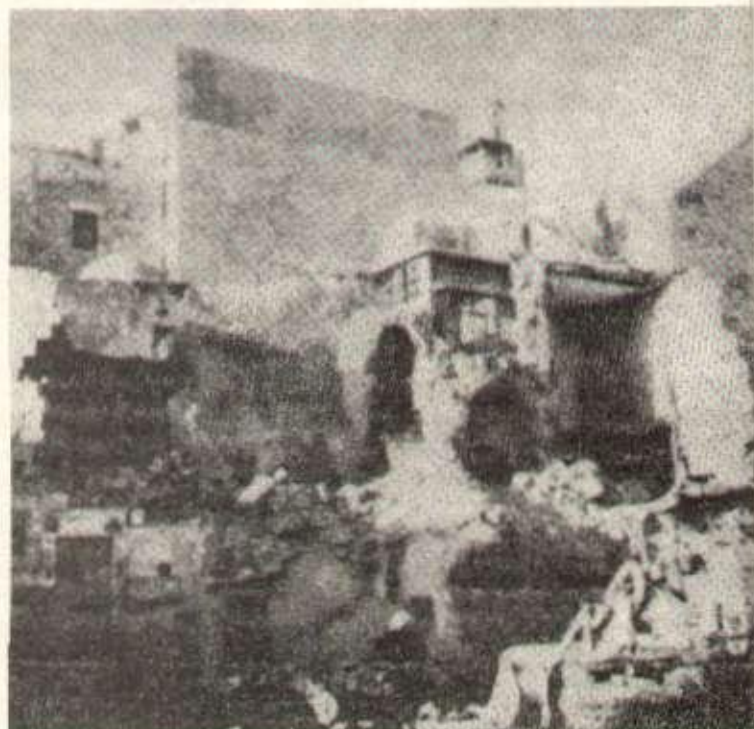
Vous pouvez dès maintenant l'utiliser (le courrier adressé à l'ancienne adresse postale suit, mais avec du retard).

Nous demandons à tous nos lecteurs d'indiquer clairement et intégralement leur adresse (code postal, en particulier) quand ils s'abonnent, de façon à faciliter le routage du journal.

Dans une interview à un journal sioniste :
**MOSHE DAYAN RAPPELE QU'ISRAËL A CHASSÉ
 LES PALESTINIENS**

Dans une interview parue dans le journal israélien Haaretz, l'ancien ministre de la guerre de l'État sioniste, Moshe Dayan vient de rappeler avec cynisme qu'Israël a chassé les Palestiniens de leurs terres. Inquiet des succès remportés par le peuple palestinien et l'OLP, Moshe Dayan a déclaré qu'« un État

revenir sur leur territoire les Palestiniens qui en sont partis. Lorsqu'Israël a été créé, il a établi sa souveraineté sur des terres qui étaient autrefois habitées par des Palestiniens. Je ne vois pas comment on peut nier ce fait. L'université de Tel-Aviv est construite sur les champs d'un ancien village arabe et il en



Un bulldozer détruit des maisons arabes. Des milliers de maisons palestiniennes ont été ainsi détruites et leurs habitants contraints à l'exil.

palestinien serait l'antithèse de l'État juif» et il a ajouté : «il convient de garder à l'esprit que les réfugiés qui se trouvent au Liban et dans les pays arabes voisins ne viennent pas de Cisjordanie, mais des régions connues comme faisant partie intégrante d'Israël et c'est là qu'ils veulent revenir. Parler des «droits légitimes» des Palestiniens consiste par conséquent à exiger la disparition d'Israël pour faire

est de même pour bien d'autres villes et villages...»

Peut-on trouver plus bel aveu du crime honteux commis contre tout un peuple ? La logique fasciste de Dayan le conduit à reconnaître ouvertement le caractère expansionniste d'Israël et donc à démentir le tapage faussement humaniste fait par les sionistes autour des justes résolutions de l'ONU et de l'UNESCO.

**LE SERVICE D'ORDRE C.G.T.
 ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Au cours de la manifestation du 18 décembre dernier un photographe de presse était agressé par le service d'ordre CGT. Son matériel avait été cassé et il avait reçu des menaces. Ses agresseurs lui avaient dit «on va te faire la peau, on connaît ton adresse». Le lendemain, plusieurs hommes masqués faisaient irruption chez lui, l'assaillaient et dévastaient son appartement.

Le photographe affirme que deux des hommes du commando faisaient partie du service d'ordre CGT qui l'avait agressé la veille. Ces agissements fascistes ne sont pas faits pour nous étonner.

C'est par dizaines que de telles agressions ont été commises par des hommes de main du PCF et de la CGT.

Sans doute, le fait qu'ils s'en prennent maintenant à des photographes de presse montre à quel point ils ont peur que leurs agissements soient mis en lumière. Ils croient pouvoir imposer le silence par la peur.

Comme par hasard, ce même jour, d'autres journalistes, anglais ceux-là, étaient agressés par des membres de la milice patronale de Simca à Poissy. Fascistes et sociaux-fascistes sont de la même souche, qu'ils soient de la CGT ou de la CFT quelle différence ?

Devant l'Assemblée nationale de Roumanie :
**N. CEAUCESCU A CONDAMNÉ L'INTERVENTION
 ÉTRANGÈRE EN ANGOLA**

Nicolas Ceaucescu secrétaire général du Parti communiste roumain vient de déclarer lors d'une réunion de la grande assemblée nationale : «Nous suivons avec inquiétude la situation régnant dans ce pays, en particulier l'intervention des troupes étrangères qui ont foulé aux pieds l'intégrité et la souveraineté angolaise. Nous sommes fermement pour la cessation

de toute ingérence étrangère pour que le peuple angolais puisse résoudre ses propres problèmes internes conformément à ses intérêts vitaux, réaliser l'unité nationale, sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale, pavant ainsi la voie au développement de la démocratie dans ce pays le long de la voie du progrès et de la civilisation.»

**LONDRES SOUTIENT L'ORGANISATION DE
 L'UNITÉ AFRICAINE**

Le secrétaire aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, James Callaghan a rappelé lundi à l'ambassadeur d'URSS en Grande-Bretagne, ainsi qu'au chargé d'affaires d'Afrique du Sud, qu'il avait convoqués, la position de son pays sur l'Angola. Il leur a fait savoir que la Grande-Bretagne demande la fin de

toute intervention étrangère en Angola et apporte son soutien à l'appel lancé par l'Organisation de l'Unité Africaine en faveur de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Il s'agit donc d'une opposition anglaise à l'intervention débridée des superpuissances en Angola.

Après le décès du camarade Kang Cheng :
DE NOMBREUX MESSAGES DE CONDOLÉANCES

Après le décès du camarade Kang Cheng, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois, de nombreux messages de condoléances continuent d'arriver à Pékin.

C'est ainsi que dans un message adressé à Mao Tsé-toung, président du Comité central du Parti communiste chinois et à Chu Teh, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, le président du Comité central du FNL du Sud-Vietnam, Nguyen Huu Tho, écrit : «C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès de son excellence Kang Cheng... Au nom du peuple sud-vietnamien, du Front national de libération du Sud-Vietnam et en mon nom personnel, je tiens à vous présenter à vous, et par votre intermédiaire, au Comité central du Parti communiste chinois, à l'Assemblée populaire nationale, au peuple chinois et à la famille de son Excellence Kang Cheng, mes profondes et sincères condoléances.»

que : «Les messages publiés dans la colonne gauche de la 5^e page ont été adressés par Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, Ne Win, président du Parti du programme socialiste de Birmanie, El Hadj Ahmadou Ahidjo, président de la République unie du Cameroun, Dom Mintoff, premier ministre de la République de Malte, Kukrit Pramoj, premier ministre de Thaïlande, Datuk Hussein Bin Onn, premier ministre par intérim de Malaisie, Ferdinand E. Marcos, président des Philippines, Rudolf Kirchschlaeger, président autrichien, et Kenneth David Kaunda, président de la République de Zambie.

«Les messages adressés par Houari Boumediène, président du Conseil de la révolution et du Conseil des ministres de la République algérienne démocratique et populaire, et Sirimavo R.D. Bandaranaike, premier ministre du Sri Lanka, ont été reproduits dans la même page.

«Dans la colonne droite de la même page ont été publiés des messages adressés par Jacques Jurquet, communiste marxiste-léniniste du journal français «L'Humanité rouge», le Comité central du Parti communiste japonais (gauche) ainsi que le bureau politique de l'Organisation de communistes d'Italie (marxiste-léniniste).»

**COMMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ
 LA JEUNE GARDE ROUGE**

l'exemplaire : 2,50 F.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant «pour la Jeune garde rouge».